



COMMISSION DES FEMMES DU CNRI

OCTOBRE 2020

RAPPORT MENSUEL

VIOLATION DES DROITS
FONDAMENTAUX DES
PRISONNIÈRES POLITIQUES
EN IRAN



Violation des droits fondamentaux des prisonnières politiques en Iran

Elles sont les principales cibles de la vindicte du régime clérical

En octobre, les droits les plus fondamentaux des prisonnières politiques ont été violés en Iran. Le régime clérical a adopté diverses mesures inhumaines, notamment à l'encontre des prisonnières politiques.

Assiégié par diverses crises politiques, sociales et économiques, et face au mécontentement croissant de la population, la dictature religieuse n'a d'autre réponse que d'intensifier la répression.

Elle a multiplié les exécutions, les arrestations, les peines humiliantes et les condamnations plus lourdes que les délits présumés.

Ainsi, le régime clérical tente des démonstrations de force pour dissimuler sa formidable instabilité. Pour ce faire, il a utilisé toutes les ressources du pays non pas pour lutter contre le coronavirus mais intensifier la répression.

Captives menottées, victimes immédiates

Les prisonniers politiques sont les plus opprimés de tous les secteurs et groupes sociaux. Ce sont des captifs menottés qui portent le poids de la vengeance du régime en toutes circonstances.

Ils ont été incarcérés simplement pour avoir exprimé une opinion politique différente ou pour leurs activités de défense des droits humains. En premier lieu, ils ne devraient pas être en prison.

Le régime des mollahs non seulement ne libère pas les prisonniers politiques, même temporairement, mais il envoie chaque jour de plus en plus de dissidents en prison.

Les mollahs ont profité du coronavirus pour éliminer leurs captifs.

Les prisons ne reçoivent pas de ressources ni d'équipements hygiéniques pour protéger les détenus contre le virus. La pénurie d'eau, de détergents et de désinfectants, la pénurie d'équipements de protection comme les masques et les gants, le manque d'espace de quarantaine et des soins médicaux inadéquats ont tous accéléré la propagation du coronavirus dans les prisons iraniennes.

Non seulement il n'y a pas de séparation des catégories de détenus dans les prisons pour femmes, mais même des détenues malades atteintes de maladies contagieuses sont mêlées aux autres.

Voici un bref aperçu des mesures inhumaines prises par le régime clérical dans les prisons contre les prisonnières politiques en Iran au mois d'octobre:

Refus de traitement et de soins médicaux

L'une des méthodes couramment utilisées par le régime clérical pour torturer à mort les prisonniers politiques est de les priver de soins médicaux. Il y a eu plusieurs cas dans le quartier des femmes de la prison d'Evine le mois dernier. Les détenues atteintes de maladies graves ont été soit privées de tout traitement, soit envoyées à l'hôpital mais renvoyées avant d'être soignées.

- Fatemeh Mosanna souffre d'une infection intestinale. Elle souffrait d'hémorragie interne depuis un mois. La clinique d'Evin a annoncé qu'elle ne pouvait rien faire pour son traitement. Elle est tombée gravement malade deux fois au cours du mois dernier. La deuxième fois, c'était le 17 octobre, lorsque les autorités pénitentiaires ont refusé de l'envoyer à l'hôpital ou même de lui accorder un congé de maladie.

Enfin, le 27 octobre, lorsque Fatemeh Mosanna a subi un autre saignement intestinal abondant, les autorités ont accepté de l'envoyer à l'hôpital de Taleghani.

Là, le médecin a dit qu'elle devait être traitée sous sa supervision. Mais si le traitement ne s'est pas avéré efficace, il a dû l'opérer.

Malgré ses conditions critiques, les gardiens de prison l'ont renvoyée en prison. L'ordre est venu du ministère des Renseignements et du procureur chargé de la surveillance des prisonniers politiques.



Mojgan Kavousi, Saba Kord Afshari, Massoumeh Senobari, Nejat Anvar Hamidi, et Fatemeh Mosanna

- [Saba Kord Afshari](#), qui s'était blessée à la cheville, devait se faire enlever son plâtre. Sa cheville était contusionnée et enflée. Les autorités pénitentiaires ne lui ont pas fourni le service médical dont elle avait besoin. Alors, elle a dû enlever le plâtre d'elle-même.
- L'écrivaine kurde [Mojgan Kavousi](#) doit également être opérée. Mais les autorités de la prison d'Evine ne lui ont pas permis de se faire opérer dans l'hôpital de son choix. Ils insistent pour qu'elle soit opérée à l'hôpital Taleghani. Or cet hôpital est rempli de patients COVID-19, et Mojgan Kavousi n'accepte pas d'y aller.
- Dans le quartier des femmes de la prison de Tabriz, la prisonnière politique [Massoumeh Senobari](#) purge huit ans de prison pour avoir soutenu l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI / MEK). Elle est détenue parmi des prisonniers ordinaires et subit de fortes pressions. Elle a contracté le COVID-19. Mme Senobari souffre d'une vision floue, d'une jambe droite cassée et d'autres maladies dues à la torture pendant son interrogatoire. Mais les autorités pénitentiaires ont refusé de lui accorder un congé médical pour se faire soigner.
- Dans le quartier des femmes de la prison Sepidar d'Ahvaz, la prisonnière politique [Nejat Anvar Hamidi](#) souffre d'une mauvaise vue, de complications thyroïdiennes et de maux de tête chroniques. De plus, elle a contracté le coronavirus. Cette prisonnière de 62 ans a été arrêtée en mars 2019 et détenue à la prison de Sepidar pour y purger sa peine de 5 ans. Elle est accusée d'être membre de l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK). Les autorités de la prison de Sepidar l'ont jusqu'à présent empêchée de recevoir des soins médicaux.

Relocalisation des prisonnières politiques d'Evine

Une autre méthode du régime clérical pour augmenter la pression sur les prisonnières politiques en Iran consiste à les envoyer dans des prisons où elles sont détenues parmi les prisonnières de droit commun et les criminelles dangereuses.

À cette fin, au moins 7 prisonnières politiques ont été transférées du quartier des femmes d'Evine vers d'autres prisons où la séparation des catégories n'est pas respectée.

- La prisonnière de conscience bahaïe Elham Barmaki, qui devait être libérée sous condition, a été transférée du quartier des femmes d'Evine à la prison de Qarchak le 5 octobre 2020.
- L'avocate [Nasrin Sotoudeh](#) a été transférée à la prison de Qarchak le 20 octobre 2020. Les autorités de la prison d'Evine l'ont faite sortir du service sous prétexte de l'envoyer à l'hôpital, mais l'ont envoyée à la place à la prison de Qarchak.

- Yasaman Ariyani et sa mère, Monireh Arabshahi, ont été envoyées de la prison d'Evine à la prison de Kachoui à Karaj le 21 octobre 2020. Elles sont emprisonnées pour avoir manifesté leur opposition au voile obligatoire. Elles sont condamnées à 9 ans et 7 mois de prison, chacune.
- [Maryam Nassiri](#) a été transférée à la prison de Qarchak le 22 octobre 2020, à la fin de ses interrogatoires. Elle était auparavant détenue sous la torture en isolement dans le quartier 209 de la prison d'Evine. Cette prisonnière politique de 62 ans est avocate et mère de quatre enfants. Elle a été emprisonnée pendant trois ans dans les années 1980 pour avoir soutenu l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK).
- La prisonnière politique kurde Sakineh Parvaneh a été retirée du quartier des femmes de la prison d'Evine et envoyée à la prison de Oouchan le 27 octobre 2020. Elle avait été précédemment détenue dans la prison de Qarchak mais avait été renvoyée à Evine après avoir entamé une grève de la faim
- Quelque [300 prisonnières](#) ordinaires et politiques de toute la province de l'Azerbaïdjan occidentale ont été transférées à la prison centrale d'Oroumieh le 23 octobre 2020. Le transfert a eu lieu sur ordre du pouvoir judiciaire. Plus de 200 prisonnières étaient déjà détenues dans le quartier des femmes de cette prison.

La prison de Qarchak à Varamine et la prison centrale d'Oroumieh sont parmi les pires prisons touchées par le coronavirus en Iran.

De nombreux manifestantes arrêtées lors du soulèvement de novembre 2019 sont détenues dans la prison de Qarchak. Il s'agit notamment de Raha Ahmadi, Zeinab Alipour, Leila Akbari, Samira Hadian, Guita Horr, Parizad Hamidi Shafaq et Zohreh Sarv.

Les informations en provenance du quartier des femmes d'Evine indiquent qu'après les transférences, le climat de répression dans le quartier s'est intensifié. Les autorités pénitentiaires ont réduit la durée des appels téléphoniques, affirmant qu'il y a des problèmes concernant les lignes téléphoniques.

Les rapports indiquent également que les prisonnières relocalisées n'ont pas eu la possibilité d'emporter leurs articles d'hygiène et autres articles essentiels.

En plus d'augmenter la pression sur les prisonnières politiques en Iran, les transferts visent à ouvrir un espace pour de nouvelles détenues dans les prochains jours.

Il est également largement admis que les autorités pénitentiaires prévoient de fermer le quartier des femmes d'Evine. Il s'agit du seul quartier pour femmes dans le pays où les prisonnières politiques sont séparées des détenues de droit commun.

Harcèlement et intimidation des prisonnières politiques à Qarchak

Les autorités de la sinistre prison de Qarchak ont recueilli des signatures sur une lettre contre les détenues politiques afin de les empêcher de se rendre à l'atelier et de parler à d'autres prisonnières.

La dernière semaine d'octobre, des informations ont été reçues indiquant que Mirzaï, le directeur adjoint de Qarchak, et Asgari, le responsable de l'atelier de la prison, avaient fait circuler une lettre parmi les prisonnières de droit commun. La lettre disait que les détenues politiques, en particulier Zahra Safa'i, contestait le régime et discutaient de questions politiques en se rendant à l'atelier.

Sur la base de cette lettre, le directeur de la prison a interdit à ces détenues de se rendre à l'atelier.

Les prisonnières politiques, dont Zahra Safa'i, Parastou Moïni, Forough Taghipour, Maryam Nassiri et Golrokhs Iraee, ont protesté contre ces nouvelles restrictions en tambourinant à la porte et en scandant "A bas le dictateur".

Après cet incident, les prisonnières politiques se sont adressés aux signataires de la lettre. Il est apparu clairement que 10 signataires étaient de nouvelles arrivantes et ne savaient rien du contenu de la lettre. Trois autres se sont excusés auprès de Zahra Safa'i et d'autres prisonnières politiques. Elles ont déclaré l'avoir fait sous la pression des autorités.

Le lendemain, Zahra Safa'i a eu une attaque cardiaque après avoir été harcelée et intimidée par les responsables de la prison. Mais on ne lui a donné que quelques comprimés et elle a été renvoyée en cellule.

Zahra Safa'i, sa fille Parastou Moïni et Forough Taghipour sont emprisonnées à Qarchak pour avoir soutenu l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK) et pour avoir diffusé de la propagande contre la dictature.

Elles ont été agressées à plusieurs reprises dans cette prison par des détenues ordinaires engagées et provoquées par le directeur de Qarchak. La vie de ces prisonnières est en grave danger.



Forough Taghipour, Zahra Safa'i, Parastou Moïni, et Golrokhs Iraee

Nouvelles arrestations et détentions

Comme les mois précédents, le régime clérical a procédé à de nouvelles arrestations parmi les militantes des droits civils et humains.

- Les services de renseignement des pasdarans à Ilam-e Gharb ont arrêté Khadijeh Mehdipour le 5 octobre 2020, pour ses postes sur Instagram.
- Les services de renseignement ont arrêté Shabnam Ashouri à son domicile le 6 octobre 2020. Mme Ashouri est mariée et vit à Téhéran. Elle est rédactrice en chef et productrice d'Agahnameh, une publication sur le travail.
- Les forces de sécurité ont arrêté l'activiste sociale Neda Pirkhezranian à Téhéran le 6 octobre 2020.
- Aliyeh Motallebzadeh et Ashraf Nafariyeh ont été transférées à la prison d'Evine le 11 octobre 2020. Motallebzadeh est photographe de profession et militante des droits des femmes. Elle préside l'Association pour la défense de la liberté de la presse. Ashraf Nafariyeh est une étudiante militante.
- Elham Samimi, étudiante en anthropologie à l'université de Téhéran, et la militante civile kurde Somayyeh Kargar, diplômée en philosophie de l'université de Tabriz, ont toutes deux été arrêtées le 16 octobre à Téhéran.
- Bahareh Soleimani, une travailleuse de la santé à Karaj, a été arrêtée le 16 octobre. Elle est actuellement détenue dans un service de sécurité et en isolement.
- Les agents de renseignement ont arrêté Nahid Taghavi, 66 ans, à son domicile. Elle est actuellement détenue à l'isolement à Evine. Mme Taghavi a récemment subi une opération chirurgicale et souffre d'hypertension artérielle. Elle est privée d'accès à ses médicaments depuis son arrestation.



Khadijeh Mehdipour, Ashraf Nafarieh, Elham Samimi, Aliyeh Motallebzadeh, Shabnam Ashouri, Neda Pirkhezranian, Bahareh Soleimani et Nahid Taghavi

Nouvelles peines de prison

Le régime clérical a prononcé de nouvelles peines de prison pour un plus grand nombre d'activistes civils et politiques en octobre :

- Le tribunal révolutionnaire de Téhéran a condamné Mme Faranguisse Mazloum, militante civile et mère du prisonnier politique Soheil Arabi, à 18 mois de prison.
- Le tribunal révolutionnaire de Behbahan, dans la province de Khouzistan, a condamné Maryam Payab à un an de prison et 74 coups de fouet le 22 octobre 2020. Elle est accusée de trouble à l'ordre public pour avoir participé au soulèvement de novembre 2019. Les forces de sécurité lui ont tiré dans le dos et l'ont emmenée en captivité malgré son état critique.
- A Khorramabad, capitale de la province du Lorestan, dans l'ouest de l'Iran, Fatemeh Khoshrou a été informée de sa condamnation à un an de prison par e-mail le 22 octobre 2020. Mme Khoshrou avait été arrêtée lors des manifestations de novembre 2019. Elle a été brutalisée dans le centre de détention du renseignement pour la forcer à faire de faux aveux télévisés.



Maryam Payab, Farangis Mazloum et Fatemeh Khoshrou

Raid sur les prisonnières sans défense à Kermanshah

Les femmes emprisonnées dans le centre de réhabilitation de Kermanshah ont organisé une manifestation le 21 octobre 2020. Elles ont protesté contre les dures conditions imposées par le directeur de cette prison. Leur protestation pacifique a toutefois été suivie d'une attaque des gardes spéciaux.

Les gardes spéciaux les ont brutalisé à coups de matraques et leur ont lancé des gaz lacrymogènes. Deux prisonnières, Sheno Rahmati et Fatemeh Rahimi, ont été sévèrement battues. Elles ont été traînées sur le sol et mises à l'isolement.

Des manifestantes ont souffert d'essoufflement à cause des gaz lacrymogènes et du gaz poivré utilisés par les gardiens.

Soheila Zahiri, membre de la milice du Bassidj, dirige la section des femmes. Elle met en œuvre les nouvelles règles sévères concernant les détenues, leur rendant la vie intolérable.

Quelques jours plus tard, la famille d'une des détenues a déclaré que « les autorités pénitentiaires ont convoqué des prisonnières et ont menacé de les envoyer dans des prisons éloignées. En outre, les malades ont été punies en étant privées de leurs médicaments, et d'autres prisonnières sont soumises à des restrictions pour passer des appels téléphoniques ».



Prison de Tabriz - traitement inhumain d'une malade

Des nouvelles récentes de la prison de Tabriz indiquent qu'une femme de 60 ans du nom de Shahin Solhjou a contracté un herpès zoster. Les autorités de la prison de Tabriz ont d'abord transféré Shahin Solhjou au dispensaire, puis à l'isolement. Mais comme les gardiens de la prison avaient peur de contracter la maladie, ils l'ont renvoyée dans la salle générale au bout de deux jours.



Les détenues ont réclamé son hospitalisation. En réaction, les gardiens de prison ont eu recours à une nouvelle mesure inhumaine, obligeant cette femme âgée qui souffre à dormir dans la cour pendant les nuits froides de l'automne.

Quelque 150 détenues du quartier des femmes de la prison de Tabriz sont exposées à l'herpès zoster. Au moins 9 prisonnières ont contracté le COVID-19 au cours de la dernière semaine de septembre 2020.